



AFRICA EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE EUROPE

174, rue Joseph II str.
B 1000 BRUSSELS - Belgium
Tel. +32.(0)2.234.68.10 / Fax. +32. (0)2.231 14 13
email: aefjn@aefjn.org
<http://www.aefjn.org>

N° 38 – Mars 2010

Note du Secrétariat : Nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes engagées dans la publication d' « Africa Files » pour l'information précieuse reçue de leur part.

Des normes fragiles de contrôle des armes

www.iansa.org

Un rapport sur le massacre de Conakry, en Guinée, a prouvé que les normes fragiles de contrôle des armes en Europe et en Afrique ont contribué aux événements de septembre dernier qui ont coûté la vie ou la disparition d'au moins 156 personnes et soumis au moins 109 femmes à des actes de violence sexuelle. Ce rapport, publié par Amnesty International révèle comment armes et équipements de sécurité provenant d'Afrique du Sud et de France ont été employés durant cet incident. En réaction à ce rapport, le Dr Cherif Karamo, coordinateur du réseau d'Afrique occidentale pour la construction de la paix, a demandé que les auteurs soient traduits en justice. « Nous devons lutter pour que justice soit faite et que les responsables soient jugés par la Cour Pénale Internationale, car l'impunité encourage les violations des droits humains ».

La semaine d'Action contre la violence armée : 10-16 mai 2010

La semaine d'action contre la violence armée souligne la campagne internationale pour l'arrêt de la prolifération et du mauvais usage des armes légères.

Chaque année, des manifestants partout dans le monde, se servent de cette semaine d'action pour éveiller les consciences, pour faire campagne en vue de lois plus adaptées pour l'usage des armes à feu et de réglementations plus sévères du commerce mondial des armes.

En 2009, les membres d'IANSA ont souligné dans plus de 90 pays, le coût humain de la prolifération et du mauvais usage des armes ; ils ont aussi exigé des gouvernements d'émettre des lois qui mettent la priorité sur la sécurité des citoyens. Les organisations de la société civile engagées dans cette semaine d'action ont organisé des événements publics, ont alerté les médias et ont en général engagé davantage de personnes dans le mouvement mondial contre la violence armée. Elles ont, entre autres, publié un processus sur les armes légères de l'ONU, ont renforcé l'importance du Traité sur le Commerce des Armes, ont promu la mise en application du Protocole de l'ONU sur les armes à feu et ont soutenu des politiques qui voulaient souligner comment développement et violence armée sont parfois faussement liés. Toujours en 2009, la campagne pour le désarmement dans la violence domestique a été lancée par une trentaine d'événements à travers le monde. Le but de cette campagne veut que l'accès à une arme à feu soit refusé et sa licence retirée à quiconque est lié à une histoire de violence domestique.

Vous trouverez de plus amples détails sur cette semaine mondiale d'action sur le site suivant : http://www.iansa.org/campaigns_events/WoA2009/index.htm

Chaque année cette semaine d'action prend de plus en plus d'ampleur. Aidez-nous à faire de celle de 2010 la plus importante : bruce.millar@iansa.org et www.iansa.org

Terres africaines et exploitations familiales, convoitise pour des acquisitions par les étrangers ?

L'article(en anglais) est très intéressant mais trop long pour apparaître dans ces NOUVELLES. Vous pouvez en prendre connaissance à l'adresse ci-dessus ou en vous informant auprès d'Africa File Infoserv : infoserv@africafiles.org.

www.grain.org; www.farmlandgrab.org et <http://seedling/?id=666>

Pour permettre à l'agriculture africaine d'être aussi commercialement productive qu'AGRA le prétend, la fondation Gates admet qu'il sera sans doute nécessaire d'encourager la « mobilité terrienne » - en d'autres mots, déménager les petits propriétaires de leur terre.

Au cours des ans, beaucoup de Grandes Idées ont été imposées de l'extérieur en Afrique. La dernière envisage que la région doit vendre ou louer des millions d'hectares de terres à des investisseurs étrangers, qui apporteront ressources et technologie de pointe. Aucun de ces projets n'a réussi et les fermiers africains se sont de plus en plus appauvris. Il est temps pour l'Afrique de se tourner vers sa propre histoire, ses connaissances et ses ressources.

Une voix africaine forte dans les rencontres climatiques

Par Ernest Harsch

<http://www.ghanaweb.com>

Les Africains ont appris une grande leçon par la conférence sur le changement climatique de Copenhague : ils peuvent influencer et recevoir davantage quand ils parlent d'une seule voix. L'auteur, dans cet article décrit comment l'Afrique a joué son rôle à la conférence et ce que cela lui a procuré.

http://www.ghanaweb.com/public_agenda/article.php?ID=14523

Les dirigeants africains ont bien trop souvent été incapables de présenter un front commun à l'échelle mondiale. Mais pas cette fois. A la conférence climatique de Copenhague, le continent n'a engagé qu'une seule équipe pour négocier et ce fut payant. Le Renouveau africain examine ce changement nouveau et bien accueilli. Bien des mois avant la conférence, l'Union africaine (UA) a décidé d'une participation plus unifiée, plus cohérente que ce qu'elle fait souvent lors de telles rencontres internationales. A cette fin, elle a nommé le Premier Ministre éthiopien Meles Zenawi comme chef négociateur pour le continent. L'Afrique se trouve souvent en marge des négociations internationales et est généralement exclue de la chambre des négociations. A Copenhague, grâce à une seule équipe de négociateurs, la voix des dirigeants africains s'est fait entendre avec force.

Burkina Faso : l'épidémie de méningite tue 246 personnes

<http://www.alertnet.org/thenews/newsdesk/LDE61P1FI.htm>

Les dirigeants sanitaires du Burkina-Faso (Afrique occidentale) sont inquiets vu l'augmentation de décès dus à la méningite qui a déjà tué cette année 246 personnes, alors que le nombre de décès à la même période l'an dernier n'était que de 203.

L'Afrique est plus vulnérable aux maladies non contagieuses

<http://www.afrol.com/articles/35451>

Les experts venant du monde entier, réunis lors d'un forum de l'ONU se sont engagés à faire de nouveaux plans pour renverser la tendance qui voit l'augmentation des décès dus à des maladies prévisibles et non contagieuses telles la crise cardiaque, les infarctus, les diabètes, les cancers et les maladies chroniques respiratoires responsables de 60% des décès.

Tchad : Influence du pétrole dans la dynamique des conflits.

www.bicc.de

Le projet du pipeline entre le Tchad et le Cameroun devait être un modèle qui prouverait que les investissements dans le domaine pétrolier peuvent être bénéfiques pour la réduction de la pauvreté et pour le développement. Ce bref BICC 41 montre pourtant que les revenus pétroliers sont insuffisamment investis dans les secteurs de développement tels la santé et l'éducation. La population qui vit dans la région pétrolifère du Sud du Tchad souffre de dégradation environnementale et reçoit des compensations insuffisantes pour la détérioration de ses conditions de vie. Le document envisage le conflit et son lien avec la gestion des ressources, informe sur les impacts des nouveaux champs pétrolifères et sur le rôle de la compagnie nationale chinoise China National Petroleum corporation et enquête aussi sur la manière dont la production de pétrole a influencé les conflits entre le Tchad, le Cameroun et la République de Centrafrique.

Tanzanie : Les petits mineurs poussent à une réforme de la loi sur l'exploitation minière

<http://www.thecitizen.co.tz/newe.php?id=17528>

Les petits mineurs du village de Kalalani dans le district de Korogwe ont demandé au gouvernement de resserrer les lois sur l'exploitation minière pour donner aux petits exploitants des licences d'exploitation minière. La demande fut formulée dans le village de Kallani lors d'une rencontre avec des journalistes des régions de Tanga et Arusha qui emmenaient des prospecteurs pour un projet d'aide aux femmes et d'exploitation minière dans la région. En parlant au nom des mineurs artisans du village, le maire actuel faisant fonction, Mr Amanth Ngereka, a affirmé que les procédures pour avoir accès, prospecter et obtenir les licences d'exploitation sont beaucoup trop compliquées et favorisent surtout les riches. Mr Ngereka a ajouté que les mineurs artisans sont ceux qui découvrent les minerais, les gemmes, mais que les procédures trop lourdes les empêchent d'obtenir les licences d'exploitation et les droits d'exploiter. « Un mineur est obligé de payer une inscription jusqu'à 400.000Sh » a déclaré un d'eux. Un mineur artisan ne peut faire face à cette grosse somme car il faudrait qu'il/elle ait passé sa vie à prospecter, a ajouté Mr Ngereka. Il a parlé aussi du coût des officiers recrutés pour la surveillance des parcelles et l'embauche de ceux qui fixent les limites du terrain. Une femme mineur, Ms Janet Gurisha, a souligné que l'absence de marchés proches des régions minières a aussi une incidence néfaste sur les mineurs artisans ou de petites exploitations car ils sont alors obligés de vendre leur minerais aux acheteurs qui offrent des prix plancher. Elle a parlé du manque d'accès aux crédits qui permettraient aux petits exploitants miniers, surtout les femmes, d'acquérir un équipement moderne.

Erythrée : l'exploitation minière défie-t-elle les sanctions ?

<http://asmarino.com> et <http://asmarino.com/articles/562-eritrea-sanctions-watch-western-mining-companies-throwing-a-lifeline-to-a-brutal-regime-in-eritrea>

Dans cet exposé, l'auteur, Yosief Ghebrehiwet exprime son opinion et en appelle à un renforcement des sanctions ainsi qu'un changement de gouvernement. Sans renforcement des sanctions sur le régime acteur de la répression, les compagnies étrangères occidentales en feront à leur guise. Le Canada, le Royaume-Uni, la Chine et d'autres pays ont des compagnies d'exploitation minière prêtes à travailler dans l'Erythrée appauvrie. Les populations locales sont forcées d'abandonner le travail de la terre pour travailler dans les mines dans des conditions proches de l'esclavage.

Les compagnies minières occidentales jettent une ligne de vie au régime brutal de l'Erythrée.

La possibilité d'un changement de régime en Erythrée pourrait croître sérieusement si les sanctions imposées (UNSC Résolution 1907) pouvaient bloquer les prospections minières qui se préparent sur une grande échelle en 2010. Nous savons qu'il n'y a pas de clause pour des sanctions économiques d'ensemble comme celles de l'Afrique du Sud dans la proposition ; en tous les cas, pas encore. Elles auront certainement un impact, direct ou indirect, sur toutes les compagnies minières prêtes à l'exploitation en Erythrée.